

PRÉFACE
AVANT LE DÉLUGE :
L'ÉCOSOCIALISME, ENJEU POLITIQUE ACTUEL

LE DÉLUGE DU XXI^e SIÈCLE

James Hansen, ex-directeur du Goddard Institute of Space and Aeronautics de la NASA aux États-Unis, un des plus grands spécialistes mondiaux sur la question du changement climatique – l'administration Bush avait essayé, en vain, de l'empêcher de rendre public ses diagnostics – écrit ceci dans le premier paragraphe de son livre publié en 2009 : « La planète Terre, la création, le monde dans lequel la civilisation s'est développée, le monde avec les normes climatiques que nous connaissons et avec des plages océaniques stables, est en imminent danger. L'urgence de la situation s'est cristallisée seulement dans les dernières années. Nous avons maintenant des preuves évidentes de la crise [...]. La surprenante conclusion c'est que la poursuite de l'exploitation de tous les combustibles fossiles de la Terre menace non seulement les millions d'espèces de la planète mais aussi la survivance de l'humanité elle-même – et les délais sont plus courts que ce que nous pensions »¹.

Depuis la première édition de notre petit recueil (2011), la crise écologique s'est considérablement aggravée. Les scientifiques du monde

1 James Hansen, *Storms of my Grandchildren. The truth about the coming climate catastrophe and our last chance to save humanity*, New York, Bloomsbury, 2009, p. IX.

entier, dans les derniers rapports du GIEC, sonnent l'alarme : le CO₂ ne cesse de s'accumuler dans l'atmosphère, les glaciers des pôles s'effondrent, le niveau de la mer augmente, les incendies et les ouragans se multiplient. Si l'on ne change pas radicalement d'orientation dans la prochaine décennie, on pourra difficilement empêcher l'élévation de la température de la planète au delà de 1,5° (par rapport à la période pré-industrielle). Or, une fois cette limite passée, un processus de réactions en chaîne risque de se déclencher, conduisant à 2, 3 ou plus degrés, dans une spirale catastrophique. Contrairement aux « collapsologues », qui proclament avec un fatalisme résigné que les jeux sont faits, le désastre est inévitable, et tout ce qu'on peut faire c'est « s'adapter », nous croyons qu'il faut se battre pour éviter le « collapse ». Comme le disait Bertolt Brecht, celui qui lutte peut perdre ; celui qui ne lutte pas a déjà perdu.

Cette lutte a un adversaire précis : le système capitaliste, responsable de la crise écologique. Ce constat est largement partagé. Dans son livre incisif et bien informé *Comment les riches détruisent la planète* (2007) Hervé Kempf présente, sans euphémismes et faux-semblants, les scénarios du désastre qui se prépare : au-delà d'un certain seuil, qu'on risque d'atteindre bien plus vite que prévu, le système climatique pourrait s'emballer de façon irréversible ; on ne peut plus exclure un changement soudain et brutal, qui ferait basculer la température de plusieurs degrés, atteignant des niveaux insupportables. Devant ce constat, confirmé par les scientifiques, et partagé par des millions de citoyens du monde entier conscients du drame, que font les puissants, l'oligarchie de milliardaires qui domine l'économie mondiale ? « Le système social qui régit actuellement la société humaine, le capitalisme, s'arc-boute de manière aveugle contre les changements qu'il est indispensable d'espérer si l'on veut conserver à l'existence humaine sa dignité et sa promesse ». Une classe dirigeante prédatrice et cupide fait obstacle à toute velléité de transformation effective ; presque toutes les sphères de pouvoir et d'influence sont soumises à son pseudo-réalisme qui prétend que toute alternative est impossible et que la seule voie imaginable est celle de la « croissance ». Cette oligarchie, obsédée par

la compétition somptuaire – comme le montrait déjà Thorstein Veblen – est indifférente à la dégradation des conditions de vie de la majorité des êtres humains et aveugle devant la gravité de l’empoisonnement de la biosphère².

Comme l’avait prévu Marx dans *L’Idéologie allemande*, les forces productives sont en train de devenir des forces destructives, créant un risque de destruction physique pour des dizaines de millions d’êtres humains – un scénario pire que les « holocaustes tropicaux » du XIX^e siècle, étudiés par Mike Davis.

Les « décideurs » de la planète – milliardaires, managers, banquiers, investisseurs, ministres, parlementaires et autres « experts » – motivés par la rationalité bornée et myope du système, obsédés par les impératifs de croissance et d’expansion, la lutte pour les parts de marché, la compétitivité, les marges de profit et la rentabilité, semblent obéir au principe proclamé par Louis XV : « après moi le déluge ». Le déluge du XXI^e siècle risque de prendre la forme, comme celui de la mythologie biblique, d’une montée inexorable des eaux, noyant sous les vagues les grandes villes de la civilisation humaine : Hong-Kong, Shanghai, Londres, Venise, Amsterdam, Londres, New York, Rio de Janeiro...

À l’avant-garde de cette Guerre du Capital contre la Nature, se trouvent les « climato-négationistes », les représentants directs de l’oligarchie fossile (pétrole, charbon, gaz de schiste, sables bitumineux, etc) et de l’agro-négoce : Donald Trump et Jair Bolsonaro. Ce dernier, dès son arrivée au pouvoir, a donné le feu vert pour le démantèlement de la forêt Amazonienne, en dénonçant les communautés indigènes comme ennemis du « développement ». Pour célébrer cette nouvelle conjoncture, des figures de l’agro-business (élevage, soja, etc.) ont proclamé une « journée du feu » contribuant ainsi aux sinistres

2 Hervé Kempf, *Comment les riches détruisent la planète*, Paris, Le Seuil, 2007. Voir aussi son autre ouvrage tout aussi intéressant, *Pour sauver la planète, sortez du capitalisme*, Paris, Le Seuil, 2009.

incendies que depuis quelques mois ravagent le plus grand « puits de carbone » terrestre de la planète pouvant absorber une partie du CO₂ atmosphérique. Un faux débat s'est instauré entre Macron et Bolsonaro : faut-il défendre le « droit d'intervention » des puissances européennes en Amazonie, ou plutôt, proclamer, contre vents et marées, la « souveraineté » du Brésil sur la forêt ? Le vrai enjeu c'est la solidarité internationale des peuples avec ceux qui se battent pour défendre l'Amazonie : les tribus indigènes, les paysans sans-terre, les communautés de base, les écologistes.

Le spectaculaire échec des conférences internationales illustre l'inertie des gouvernements « raisonnables », qui ne nient pas le réchauffement climatique. Les mesures jusqu'ici prises par les pouvoirs capitalistes les plus « éclairés » – accords de Kyoto, paquet action-climat européen, avec leurs « mécanismes de flexibilité » et leurs marchés de droits à polluer – relèvent, comme le montre l'écologiste belge Daniel Tanuro, d'une « politique de gribouille » incapable d'affronter le défi du changement climatique ; le même vaut, *a fortiori*, pour les solutions « technologiques » qui ont la préférence des gouvernements européens : la « voiture électrique », les agro-carburants, le « clean coal » (ou charbon propre) et cette énergie merveilleuse, propre et sûre : le nucléaire (c'était avant Fukushima)...

La plus grande avancée, sur le terrain des conférences internationales, a été la COP 21 de Paris (2015) : les gouvernements participants ont reconnu la nécessité de ne pas dépasser la limite des 1,5°, et chacun a publiquement annoncé les réductions d'émissions qu'il s'engageait à réaliser. Formidable exploit, hélas terni par deux « détails » : 1) en l'absence de tout contrôle ou sanction, aucun pays n'a tenu ses promesses (sauf quelques petits pays africains). 2) Si tous les pays tenaient leurs engagements, la température monterait à + 3,3°C (selon le GIEC)...

La récente conférence des Nations Unies sur le climat, convoquée à New York en 2019 illustre, de forme encore plus caricaturale, la formidable inertie du système (capitaliste) : aucune avancée, des discours creux, *business as usual*. À cette occasion, Greta Thunberg, la jeune

rebelle suédoise, a tenu un discours historique, qui restera dans les annales de l'écologie combative. S'adressant aux gouvernements présents, elle a affirmé :

« Comment osez-vous ? Vous avez volé mes rêves et mon enfance avec vos paroles creuses. [...] Je fais pourtant partie de ceux qui ont de la chance. Les gens souffrent, ils meurent. Des écosystèmes entiers s'effondrent, nous sommes au début d'une extinction de masse, et tout ce dont vous parlez, c'est d'argent, et des contes de fées de croissance économique éternelle ? Comment osez-vous ! »

*

Un mot sur la catastrophe nucléaire de Fukushima. Pour la deuxième fois de son histoire, le peuple japonais est victime de la folie nucléaire. On ne saura jamais toute l'étendue du désastre, mais il est évident qu'il s'agit d'un tournant. Dans l'histoire de l'énergie nucléaire, il y aura un avant et un après Fukushima.

Après Tchernobyl, le lobby nucléaire occidental avait trouvé la parade : c'est le résultat de la gestion bureaucratique, incompétente et inefficace, propre au système soviétique. « Cela ne pourrait pas avoir lieu chez nous. » Que vaut cet argument aujourd'hui, quand c'est le fleuron de l'industrie privée japonaise qui est concerné ?

Les médias ont mis en évidence l'irresponsabilité, l'impréparation et les mensonges de la Tokyo Electric Power Company (TEPCO) – avec la complicité active des organismes de contrôle et des autorités locales et nationales – plus préoccupée par la rentabilité que par la sécurité. Ces faits sont indiscutables, mais à trop insister sur cet aspect, on risque de perdre de vue l'essentiel : *l'insécurité est inhérente à l'énergie nucléaire*. Le système nucléaire est fondamentalement insoutenable, les accidents sont statistiquement inévitables. Tôt ou tard, d'autres Tchernobyl et d'autres Fukushima auront lieu, provoqués par des erreurs humaines, des dysfonctionnements internes, des tremblements de terre, des accidents d'aviation, des attentats, ou des événements imprévisibles. Pour

paraphraser Jean Jaurès, on pourrait dire que le nucléaire porte la catastrophe comme la nuée porte l'orage.

Ce n'est donc pas étonnant que le mouvement anti-nucléaire soit en train de se remobiliser en grande échelle, avec quelques résultats positifs, par exemple en Allemagne. Le mot d'ordre de « Sortie immédiate du nucléaire » se répand comme une traînée de poudre. Cependant, la réaction de la plupart des gouvernements – notamment en Europe et aux États-Unis – c'est le refus de sortir du piège nucléaire. On tente de calmer l'opinion publique avec la promesse d'une « sérieuse révision de la sécurité de nos centrales ». La médaille d'or de l'aveuglement nucléaire mérite d'être attribuée au gouvernement français de Nicolas Sarkozy, dont un des porte paroles, le sieur Henri Guaino, avait déclaré : « L'accident nucléaire au Japon pourrait favoriser l'industrie française dont la sécurité est une marque de fabrique ». *No comment...*

Les nucléocrates – une oligarchie particulièrement obtuse et imperméable – prétend que la fin du nucléaire signifierait le retour à la bougie ou la lampe à huile. La simple vérité c'est que seulement 13,4 % de l'électricité mondiale est produite par les centrales nucléaires. On peut parfaitement s'en passer... Il est possible, probable même, que, sous la pression de l'opinion publique, dans beaucoup de pays on réduise considérablement les projets délirants d'expansion illimitée de l'industrie nucléaire et de construction de nouvelles centrales. Mais on peut craindre que cela s'accompagne d'une fuite en avant dans les énergies fossiles les plus « sales » (comme ce fut le cas en Allemagne) : le charbon, le pétrole *off shore*, les sables bitumineux, le gaz de schiste, avec comme résultat une nouvelle et rapide hausse des émissions de gaz à effet de serre. Le premier pas dans la bataille socio-écologique pour une transition énergétique c'est le refus de ce faux dilemme, de ce choix impossible entre une belle mort radioactive ou une lente asphyxie par le réchauffement global. Un autre monde est possible !

ÉCOSOCIALISME, LE ROUGE ET LE VERT

Quelle est donc la solution alternative ? La pénitence et l'ascèse individuelle, comme semblent le proposer tant d'écologistes ? La réduction drastique de la consommation ? Daniel Tanuro constate avec lucidité que la critique culturelle du consumérisme proposée par les objecteurs de croissance est nécessaire, mais pas suffisante. Il faut s'attaquer au mode de production lui-même. Seule une prise en charge collective démocratique permettrait à la fois de répondre aux besoins sociaux réels, réduire le temps de travail, supprimer les productions inutiles et nuisibles, remplacer les énergies fossiles par le solaire. Ce qui implique des incursions profondes dans la propriété capitaliste, une extension radicale du secteur public et de la gratuité, bref un plan écosocialiste cohérent³.

L'écosocialisme est un courant politique fondé sur une constatation essentielle : la sauvegarde des équilibres écologiques de la planète, la préservation d'un environnement favorable aux espèces vivantes – y compris la nôtre – est incompatible avec la logique expansive et destructrice du système capitaliste. La poursuite de la « croissance » sous l'égide du capital nous conduit, à brève échéance – les prochaines décennies – à une catastrophe sans précédent dans l'histoire de l'humanité : le réchauffement global.

La prémisses centrale de l'écosocialisme, implicite dans le choix même de ce terme, est qu'un socialisme non écologique est une impasse, et une écologie non-socialiste est incapable de confronter

3 Daniel TANURO, *L'impossible capitalisme vert*, Paris, La Découverte, « Les empêchés de penser en rond », 2010. Cf. le recueil collectif, organisé par Vincent Gay, *Pistes pour un anticapitalisme vert*, Paris, Syllepse, 2010, avec des collaborations de D. Tanuro, François Chesnais, Laurent Garrouste, et autres. On trouve aussi une critique argumentée et précise du capitalisme vert dans les travaux des eco-marxistes nord-américains : Richard Smith, « *Green capitalism : the god that failed* », *Real-world economic review*, n° 56, 2011 et John Bellamy Foster, Brett Clark and Richard York, *The Ecological Rift*, New York, Monthly Review Press, 2010.

les enjeux actuels. Son projet d'associer le « rouge » – la critique marxiste du capital et le projet d'une société alternative – et le « vert », la critique écologique du productivisme, n'a rien à voir avec les combinaisons gouvernementales dites « rouges-vertes », entre la social-démocratie et certains partis verts, autour d'un programme social-libéral de gestion du capitalisme. L'écosocialisme est donc une proposition *radicale* – c'est-à-dire, s'attaquant à la racine de la crise écologique – qui se distingue aussi bien des variantes productivistes du socialisme du xx^e siècle – que ce soit la social-démocratie ou le « communisme » de facture stalinienne – que des courants écologiques qui s'accommodent, d'une façon ou de l'autre, du système capitaliste. Une proposition radicale qui vise non seulement à une transformation des rapports de production, de l'appareil productif et des modèles de consommation dominants, mais à créer un nouveau paradigme de civilisation, en rupture avec les fondements de la civilisation capitaliste/industrielle occidentale moderne.

Une des principales objections à l'écosocialisme c'est l'*urgence* : on n'a pas le temps d'attendre l'avènement de l'écosocialisme, il faut se mobiliser pour des mesures dans le cadre du capitalisme. Or, les écosocialistes ne proposent nullement qu'on « attende » ! Ils se mobilisent ici et maintenant pour tout mesure qui bloque la dynamique destructrice du système : c'est ce que Naomi Klein appelle *Blockadia*. Toute victoire partielle : l'annulation du désastreux aéroport de Notre Dame des Landes, le blocage du XXL Pipeline aux États-Unis, est hautement positive, car elle ralentit la course vers l'abîme, et suscite la confiance dans l'action collective. Ce que les écosocialistes refusent, c'est l'illusion d'un « capitalisme soutenable ». Un programme comme le Green New Deal peut jouer un rôle positif, dans la mesure où il rompt avec les politiques néo-libérales et tente de briser le talon de fer de l'oligarchie fossile. Mais nous le voyons pas comme l'objectif ultime : il s'agit plutôt d'une moment dans un processus de contestation anti-sistémique de plus en plus radical.

ORIGINES DE L'ÉCOSOCIALISME

Ce n'est pas le lieu ici de développer une histoire de l'écosocialisme. Rappelons cependant quelques jalons. Il sera question ici essentiellement du courant éco-marxiste, mais on trouve dans l'écologie sociale d'inspiration anarchiste d'un Murray Bookchin, dans la version gauche de l'écologie profonde de Arne Naess, et dans certains écrits des « objecteurs de croissance » (Paul Ariès), des analyses radicalement anticapitalistes et des propositions alternatives qui sont proches de l'écosocialisme.

L'idée d'un socialisme écologique – ou une écologie socialiste – ne commence vraiment à se développer qu'à partir des années 1970, sous des formes très diverses, dans les écrits de certains pionniers d'une réflexion « rouge et verte » : Manuel Sacristan (Espagne), Raymond Williams (Angleterre), André Gorz et Jean-Paul Déleage (France) et Barry Commoner (États-Unis). Le terme « Écosocialisme » apparemment ne commence à être utilisé qu'à partir des années 1980 quand apparaît, dans le Parti Vert Allemand, un courant de gauche qui se désigne comme « écosocialiste » ; ses principaux porte-paroles sont Rainer Trampert et Thomas Ebermann. Vers cette époque apparaît le livre *L'Alternative d'un dissident socialiste de l'Allemagne de l'Est*, Rudolf Bahro qui développe une critique radicale du modèle soviétique et est-allemand, au nom d'un socialisme écologique. Au cours des années 1980, le chercheur nord-américain James O'Connor va développer ses travaux en vue d'un marxisme écologique, et fonder la revue *Capitalism, Nature and Socialism*, tandis que Frieder Otto Wolf, un député européen et dirigeant de la gauche du Parti Vert Allemand, et Pierre Juquin, un ex-dirigeant communiste converti aux perspectives rouges/vertes, vont rédiger ensemble le livre *Europe's Green Alternative*, (Montréal, 1992, Black Rose), une sorte de tentative de manifeste écosocialiste européen. Parallèlement, en Espagne autour de la revue de Barcelone, *Mientras Tanto*, des disciples de Manuel Sacristan comme Francisco Fernandez Buey vont eux-aussi développer une réflexion écologique socialiste. En 2001, un courant marxiste/révolutionnaire présent dans